



L'UNEF élit sa nouvelle secrétaire générale

Ce vendredi 13 février 2026, Manon Moret a été élue secrétaire générale de l'UNEF et succède à Hania Hamidi. Arrivée à l'UNEF en 2021 à Lyon, Manon n'a jamais eu de cesse de défendre les intérêts physiques et moraux des étudiant·e·s. Les priorités de son mandat à la tête du syndicat n'ont pas changé : se battre pour l'amélioration des conditions de vie et d'études des étudiant·e·s.

Contre la casse du service public de l'Enseignement supérieur et de la Recherche

De nombreuses politiques publiques ont conduit à la destruction de modèle d'Enseignement supérieur ouvert pour tou·te·s. En 2018, la loi ORE met en place Parcoursup et ferme les universités. A la suite de cette première attaque d'ampleur, Macron a continué son rouleau compresseur de réformes avec la mise en place des frais d'inscription différenciés pour les étudiant·e·s étranger·e·s, la mise en place de la sélection à l'entrée du master ou l'augmentation des financements privés dans les universités.

L'UNEF porte un projet de rupture totale avec ce qui est proposé par Macron. Il est nécessaire de réinvestir massivement dans l'ESR pour permettre à chaque jeune qui le souhaite de s'émanciper via les études. L'UNEF défend un Enseignement supérieur ouvert à tou·te·s, gratuit qui garantisse la réussite de chaque étudiant·e.

Contre la précarité étudiante, l'urgence de la mise en protection sociale de la jeunesse

Depuis l'arrivée d'Emmanuel Macron au pouvoir, le coût de la vie étudiante a augmenté de 31,88%. La situation de précarité des étudiant·e·s est telle qu'un·e étudiant·e sur deux saute un repas par jour faute de moyens financiers. Face à cela, les CROUS, seul service public à destination des étudiant·e·s, souffre d'un sous-financement chronique qui ne lui permet plus de remplir ses missions.

Ces prochaines années vont être déterminantes pour inverser la courbe actuelle d'abandon de la jeunesse par l'Etat. L'UNEF ne se résigne pas et compte bien faire entendre la voix de la jeunesse dans ce contexte de casse des services publics.

Après avoir arraché le repas à 1€ pour tou·te·s les étudiant·e·s, l'UNEF continue de se mobiliser pour obtenir une réforme structurelle du système de bourses pour que chaque étudiant·e puisse étudier et vivre dans des conditions dignes.

Face à la montée de l'extrême droite, l'UNEF porte la voix de la jeunesse antifasciste

La montée de l'extrême droite est un réel danger pour notre société tant du point de vue idéologique que sur le terrain. La banalisation de la haine entraîne un glissement des politiques publiques de plus en plus excluantes, remettant en question les principes fondamentaux de notre République. Sur le terrain, les milices d'extrême droite s'en prennent physiquement aux personnes racisées, aux personnes LGBTI+, aux syndicalistes et aux militants progressistes.

La prochaine élection présidentielle risque de permettre à l'extrême droite d'être élue au plus haut sommet de l'Etat.

L'UNEF a toujours porté le combat contre le fascisme comme un des axes principaux de sa mobilisation quotidienne. En cette période de forte tension politique, l'UNEF redoublera d'efforts pour faire reculer l'extrême droite sur nos campus mais également dans la société.

Face aux enjeux de notre époque, l'unification du syndicalisme étudiant comme seule voie vers la victoire

Ces dernières années, le syndicalisme étudiant s'est divisé ce qui a permis aux gouvernements successifs d'Emmanuel Macron de décliner sa politique libérale de casse sociale sur la jeunesse et l'Enseignement supérieur. Par ailleurs, la montée de l'extrême droite, tant dans la société que sur nos campus nous contraint à une responsabilité historique. Le syndicalisme étudiant ne peut plus se permettre des guerres de chapelles quand nos adversaires sont prêts et unis. Durant ces prochaines années, l'UNEF devra donc être à la hauteur des débats et permettre le retour des syndicalistes étudiant·e·s en son sein.